

Hommages à l'ancien président de la République Léon Mba Une exposition prévue à Paris

SM

Libreville/Gabon

L'AMBASSADEUR Haut représentant de la République gabonaise en France, Favien Enongoué, a annoncé l'organisation à Paris, du 27 novembre au 2 décembre prochain, d'une exposition sur le parcours du premier président du Gabon, Léon Mba, 50 ans après sa disparition. Il en a dévoilé le projet, vendredi dernier, à la presse, au public et à l'ensemble de ses collaborateurs.

Cette exposition vise à répondre à la question de savoir ce qu'il reste du premier président de la République gabonaise, 50 ans après. Une semaine durant, et sous le patronage du chef de l'Etat et avec la coordination scientifique du Pr Elikia M'Bokolo, les locaux de l'ambassade du Gabon en France serviront de



Photo : D.R

L'ambassadeur du Gabon en France, Flavien Enongoué.

cadre à l'exposition d'archives sonores, audiovisuelles, iconographiques, des écrits de l'homme et sur lui. Ainsi que ceux sur le Gabon de son époque. Il est également prévu, au programme de cet événement, des conférences et témoignages, avec "un intérêt particulier sur sa trajectoire

politique inflexible, mais construite patiemment." Pour mémoire, le 27 novembre 1967, disparaissait à Paris, le président Léon Mba, à la suite d'une longue maladie qui le condamna à rester, presque les deux dernières années de sa vie, dans la capitale française. Il décède à 65 ans, après



Photo : D.R

De nombreuses personnalités ont assisté à la présentation du projet.

une longue carrière politique entamée au lendemain de la Seconde guerre mondiale. Une vie d'expériences diverses. Chef de canton, il aura été un militant des droits de l'Homme, pensionnaire des geôles coloniales en Oubangui Chari, leader de parti politique, maire de Libreville, Premier

ministre, président de la République et, fait notable, pratiquant revendiqué du "Bwiti". Cependant, "50 ans après sa mort, que reste-il aujourd'hui de cette vie, à bien des égards, exemplaire?" Telle est la question à laquelle tentera de répondre cette exposition à venir.

Communication de la Commission électorale nationale autonome et permanente (CÉNAP)

IL est porté à la connaissance des personnes désignées pour composer le bureau de la Commission communale électorale d'Oyem pour l'organisation de l'élection partielle du sénateur du 1er arrondissement de ladite commune que la Cour constitutionnelle recevra leur serment le jeudi 19 octobre 2017 à 11 heures. Ils sont par ailleurs conviés à prendre part au séminaire organisé à leur intention, le mercredi 18 octobre 2017, à partir de 8h30, au siège de la Commission électorale nationale autonome et permanente (CÉNAP) sis à la cité de la Démocratie. Il s'agit de :

- LEYAMA KOKA Guy Noël, président ;
- MENIE M'EYI Antoine, vice-président pour la Majorité ;
- MBA Jean Lambert, vice-président pour l'Opposition ;
- MEBOUNE ESSO Cyprien, Rapporteur général.

Fait à Libreville, le 16 octobre 2017
Le président
René Aboghe Ella

Opposition/Suite à la descente de l'huissier de Justice au domicile de Jean Ping vendredi La CNR en soutien à son leader

C. O.

Libreville/Gabon

C'est le sens donné au rassemblement organisé samedi dernier au domicile de Jean Ping. Manifestation au cours de laquelle plusieurs responsables de la Coalition pour la nouvelle République (CNR) ont pris la parole pour condamner l'acte posé par un huissier de Justice qui s'est fait accompagner par une cohorte d'agents de sécurité dont certains étaient encagoulés.

LES membres de la Coalition pour la nouvelle République (CNR) formée autour de l'ancien principal candidat de l'opposition à la dernière Présidentielle, Jean Ping, ont organisé une manifestation, samedi dernier, au domicile de leur leader, sis aux Charbonages dans le premier arrondissement de Libreville. Une manifestation qui a également réuni de nombreux militants et sympathisants de ce camp politique de l'opposition dite "radicale". L'objet de ce rassemblement : apporter le soutien de la CNR à Jean Ping, suite à la visite d'un huissier de Justice, venu au domicile de M. Ping dans le cadre de l'exécution d'une décision de Justice dans l'affaire qui l'oppose à Hervé Patrick Ompiagah. L'homme de la loi était ac-



Photo : Chris Oyame

Quelques leaders de la CNR avec leur président, Jean Ping, 2è à partir de la gauche.



Photo : Chris Oyame

Vue partielle des partisans du changement venus écouter les déclarations de leurs leaders.

compagné de plusieurs agents de sécurité dont certains portaient des cagoules. Quatre interventions ont marqué cet événement qui s'est tenu en présence de Jean Ping, lui-même. Notamment celles de Mme Chantal Makosso, représentant la société civile ; de Benoît Mouity Nzamba du Parti gabonais du progrès (PGP), de Francis Hubert Aubame du parti Les Souverainistes-Ecologistes ;

et de Jean-François Ntountoume Emane du Mouvement patriotique et démocratique pour la refondation de la République (MPDRR). Dans l'ensemble, et sous les applaudissements de l'assistance, tous ont condamné l'acte. Qui dénonçant "l'acharnement du régime contre Jean Ping" ; qui se demandant pourquoi dans une "affaire ordinaire" l'huissier

de Justice a "ameuté un contingent d'hommes armés et cagoulés comme s'ils se rendaient sur un champ militaire" ; qui appelant la Communauté internationale à "se

déterminer sur l'élection présidentielle de 2016". Pour les différents intervenants, il s'agit tout simplement d'une "manœuvre politique visant le leader de leur Coalition".



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

DIRECTION GENERALE

COMMUNIQUE

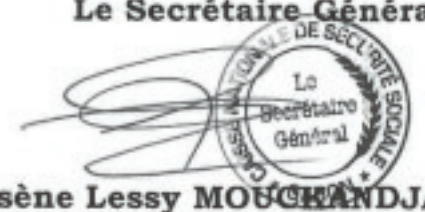
RELATIF AUX FOURNISSEURS

La Caisse Nationale de Sécurité Sociale porte à la connaissance de tous les fournisseurs avec lesquels elle a souscrit un contrat, de quelque nature que ce soit, qu'il ne sera procédé à aucun renouvellement automatique à la date d'échéance.

Par ailleurs, elle demande à tous ses fournisseurs de bien vouloir prendre attache avec sa Direction des Affaires Juridiques et Assurance, sise au 10^{ème} étage du bâtiment dit Batavéa, pour toute information complémentaire.

Fait à Libreville, le 11 Octobre 2017

Le Secrétaire Général



Arsène Lessy MOUCHANDJA

Erratum

Dans notre parution d'hier lundi et l'article paru en "page 2" relatif à la rencontre entre les maires de Libreville et le ministre délégué auprès du Premier ministre, nous annoncions une Assemblée générale de l'Association des maires du Gabon, prévue le 25 octobre prochain autour du président de la République. Il s'agit plutôt, de l'organisation par les autorités municipales, de la Conférence des

maires des capitales et métropoles d'Afrique centrale, les 25 et 26 octobre prochains. De même, la rencontre avec le ministre délégué auprès du Premier ministre, était élargie uniquement au Bureau du Conseil municipal de Libreville. Et non aux maires d'arrondissements. Toutes nos excuses aux intéressés et à nos lecteurs.